Migrations, transferts et réécritures : le destin des monuments publics d'Algérie après l'Indépendance

*Migrations, transfers and rewriting: the destiny of Algerian public monuments
after Independence*

Claire Garcia

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cel/920>

DOI : 10.4000/cel.920

ISSN : 2262-208X

Éditeur

École du Louvre

Référence électronique

Claire Garcia, « Migrations, transferts et réécritures :
le destin des monuments publics d'Algérie après l'Indépendance », *Les Cahiers de l'École du Louvre* [En
ligne], 12 | 2018, mis en ligne le 03 mai 2018, consulté le 17 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cel/920> ; DOI : 10.4000/cel.920

Ce document a été généré automatiquement le 17 septembre 2019.

Les *Cahiers de l'École du Louvre* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative
Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Migrations, transferts et réécritures : le destin des monuments publics d'Algérie après l'Indépendance

*Migrations, transfers and rewriting: the destiny of Algerian public monuments
after Independence*

Claire Garcia

- 1 En préambule, rappelons trois éléments à propos des monuments publics. Tout d'abord, et comme l'indique l'étymologie du terme, leur fonction est mémorielle. Les questions relatives à la commémoration, au travail de mémoire, sont donc inévitablement sous-jacentes. Le deuxième élément porte sur la dimension idéologique des monuments, que les historiens¹ ont largement démontrée, ainsi que leur valeur affective. Elles sont à prendre en compte, et peut-être encore plus pour le territoire et la période qui nous occupent, dans la mesure où les événements de la guerre d'Algérie constituent depuis l'Indépendance un sujet sensible. Enfin, le troisième concerne le territoire et son articulation avec l'art et la mémoire. Selon Georgia Kourtessi-Philippakis, spécialiste d'archéologie du territoire : « un territoire est un lieu de vie, de pensée et d'action dans lequel et grâce auquel un individu ou un groupe se reconnaît, dote ce qui l'entoure de sens et se dote lui-même de sens, met en route un processus identificatoire et identitaire². » Le géographe Guy Di Méo abonde dans son sens dans l'analyse qu'il fait du terme « territoire ». Selon lui, il « témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité³ ». Ainsi le territoire est au cœur de notre réflexion puisque le monument est une sorte de projection matérielle du territoire incarnant son essence : identitaire, sociale et économique.
- 2 Étudier l'installation de monuments publics pendant la colonisation française et leur devenir après l'Indépendance incite à s'interroger, premièrement, sur le sens de la

commémoration véhiculée par les monuments installés en Algérie pendant la colonisation. Quelle est la signification pour les Algériens de l'installation de monuments commémorant les grands hommes et relatant l'histoire de France ? Deuxièmement, face à des destins aussi divers que la destruction, la dissimulation ou le rapatriement des monuments de l'Algérie vers la France, quels événements commémorent-ils aujourd'hui ? Une seconde installation en France métropolitaine offre-t-elle une seconde vie ou est-elle une réécriture de l'histoire ?

Quel sens pour quel territoire ?

- 3 La fonction mémorielle des monuments induit la notion de travail de mémoire, et confère donc une valeur pédagogique et éducative. Quatre éléments permettent concrètement aux monuments d'évoquer ces valeurs, comparables à celles d'un manuel d'histoire⁴ : les accessoires iconographiques, les inscriptions, les bas-reliefs narratifs et le territoire investi (dans la mesure du possible, le lieu d'installation est en rapport avec le grand homme ou l'événement commémoré). Ces différents éléments contribuent également à une identification simple et rapide. Quand les codes sont compris de tous, ils deviennent même fédérateurs et participent à accroître le sentiment d'appartenance à une culture partagée. Légitimement, nous pouvons nous demander si, à l'inverse, lorsque les codes ne sont pas compris ou qu'ils sont étrangers au territoire d'implantation, les monuments ne cristallisent pas les tensions identitaires et ne sont pas détournés de leur but initial pour imposer une mémoire qui en fait des outils politiques, voire idéologiques.
- 4 L'iconographie du *Monument aux morts d'Alger* de Paul Landowski (1875-1961) en collaboration avec Charles Bigonet (1877-1931) répond à la fonction qui lui est assignée : rendre hommage aux morts de la Première Guerre mondiale (fig. 1). La lecture du monument met en évidence une histoire commune aux deux pays en accentuant la relation fraternelle entre les deux peuples, comme en témoignent les réflexions de Landowski couchées dans son journal :

Je modifie bien le groupe arrière du *monument d'Alger*. Les deux femmes, l'Européenne et l'Arabe, s'embrassant fait [sic] bien. Les deux figures du fond aussi. C'est mieux que ces éternels poncifs bons pour sculpteurs de nos villes de province⁵.

Et quelques jours plus tard, Landowski ajoute :
 Enfin j'ai trouvé l'arrangement du groupe du dos du *monument d'Alger*. Unité de sentiment. Les deux femmes s'embrassent. Les deux vieillards, l'Européen et l'Arabe s'appuient l'un sur l'autre. L'unité de sentiment a conduit à l'heureux effet plastique. Repris la Victoire⁶.

Fig. 1

Monument aux morts d'Alger, Paul Landowski et Charles Bigonet, Alger, carte postale
© Collection France Debuissou

Cette fraternité est relevée par la presse métropolitaine de l'époque. Le journaliste de *L'Illustration*, dans l'édition du 24 novembre 1928, souligne qu'Occidentaux et Orientaux sont unis pour glorifier les héros de la guerre à travers une représentation d'influence médiévale que Landowski a voulu mettre en avant dans une réalisation grandiose et triomphale : une victoire ailée ainsi qu'« à droite, un soldat de la métropole, à gauche un spahi⁷ » tiennent un pavois sur lequel gît un mourant. Il poursuit en indiquant que les reliefs à l'arrière du monument témoignent de la même volonté d'union caractéristique de la période de reconstruction au lendemain de la guerre.

- 5 Toutefois, le monument exprime également les tensions et la rébellion sous-jacente du peuple algérien. La presse satirique algérienne, comme *La Griffes*, créée par Joseph Sirat⁸, relève le paradoxe qu'en France, dès le lendemain de la guerre, des milliers de monuments aux morts ont été érigés, alors qu'en Algérie, le comité de souscription peine à lever des fonds :

[...] donnez un peu de votre graisse bancaire et soyez reconnaissant de cette façon à ceux qui ne sont plus et qui ont été les artisans de votre fortune ! [...] Mais il y en a qui ont eu des frais supplémentaires, que tout le monde ne connaît pas, de gros trous à boucher à cause des grandes dépenses qu'ils ont dû faire pour garder la « Lorraine » d'Alger, alors que les poilus se faisaient tirer pour reprendre l'Alsace et la Lorraine et sauver la France ! Ne l'oubliez pas, ventrus dans le genre de celui cité plus haut ! La main au [sic] portefeuille, donnez beaucoup, il vous en restera toujours assez ! que le monument de la Ville d'Alger soit grandiose et que par vos générosités il fasse oublier vos vilains trafics⁹ !

Le journaliste incite vivement les Alsaciens et les Lorrains à participer à la souscription en leur rappelant que, d'une part, ils se sont enrichis dès le début de la colonisation¹⁰, et d'autre part, les Algériens ont fait partie des Poilus morts pour la France.

- 6 Selon la logique de la statuaire publique, certains monuments prennent tout leur sens si l'on agrège la biographie du grand homme commémoré et le territoire. Quand le territoire est omis dans l'appréhension du monument, sa lecture en devient partielle. C'est le cas de la statue du député Viviani (né en 1863 en Algérie), exécutée par François Sicard (1862-1934) et installée à Alger. Le sénateur Duroux, président du Comité d'érection du monument, lors de son discours, souligne uniquement l'amour porté par Viviani à sa patrie et sa fidélité envers sa nation :

Il restera dans la mémoire des travailleurs l'homme dont le labeur et l'éblouissante éloquence se sont consacrés sans défaillance au triomphe de leur juste droit. Le voici, tel que le maître Sicard l'a coulé dans le bronze, regardant vers la France, cette France qu'il a si passionnément aimée, si admirablement servie de toutes les forces de son cœur généreux¹¹.

En omettant toute mention de l'Algérie, il gomme une part de la mémoire et fait du monument un outil pour nourrir le discours politique colonial.

- 7 Dans le cas où le territoire est nommé, le discours idéologique prend davantage le pas sur la commémoration initiale. Lors d'un autre discours d'inauguration du monument, prononcé par Jacques-Louis Dumesnil, député et ministre de la Marine, le caractère colonialiste est plus prononcé :

Au seuil de la terre africaine, au cœur de la cité frémissante, face aux flots éblouis par sa blancheur ardente, la fidélité reconnaissante de l'Algérie offre son hommage à l'un de ses plus illustres fils. [...] et voici que le destin m'accorde d'être l'interprète du peuple qu'il a tant chéri, tant servi, tant défendu, pour lui apporter un salut respectueux et pour évoquer son souvenir, en ce lieu, à cette heure, où l'Algérie, dans l'apothéose d'une civilisation créatrice, reçoit la France à son foyer, comme une fille accueille sa mère¹².

L'émphase, présente dans l'expression « apothéose d'une civilisation créatrice », en partie due à l'exercice de rhétorique particulier du discours d'inauguration, accentue la tonalité nationaliste des propos, tout comme la personnification de l'Algérie en tant que fille, et de la France en tant que mère.

- 8 Enfin, l'instrumentalisation du monument est encore plus flagrante quand l'iconographie elle-même est étrangère au territoire sur lequel il est installé et le détourne ainsi de sa fonction mémorielle première. La statue de Jeanne d'Arc à Alger, réalisée par Georges Halbout du Tanney (1895-1986), est vêtue d'une armure, selon l'iconographie classique de l'héroïne ; elle guide, montée sur un cheval et l'épée levée en avant, le peuple français vers le combat. Considérée comme protectrice de la France et héroïne nationale, elle symbolise la France victorieuse, mais que signifie cette icône à Alger ?

- 9 La statue équestre est érigée sur un piédestal sur lequel des inscriptions au caractère patriotique fort sont lisibles : MONUMENT ELEVE PAR SOUSCRIPTION PUBLIQUE, A LA GLOIRE DE JEANNE D'ARC, PUR SYMBOLE DE L'HÉROÏSME FRANCAIS. La fin de la citation est atypique au regard des inscriptions traditionnellement apposées sur les monuments en l'honneur de Jeanne d'Arc, et particulièrement parmi ceux érigés en métropole. D'une manière générale, elles illustrent les hauts faits de la sainte et précisent sa fonction de libératrice¹³. Les inscriptions servent d'explication à destination du public. Par ces quelques mots, « pur symbole de l'héroïsme français », il

est évident que les commanditaires ont éprouvé le besoin de justifier davantage le choix d'un tel personnage et d'explicitier l'honneur qui doit lui être rendu¹⁴.

- 10 Quand ils n'opèrent plus leurs fonctions commémoratives, les monuments servent d'outils politiques, voire de propagande. En 1939, le modèle de Jeanne d'Arc est prêt, mais la Seconde Guerre mondiale interrompt sa réalisation. L'ensemble n'est terminé qu'après-guerre : le bronze est présenté au Salon des artistes français de 1946 et l'inauguration n'a lieu qu'en 1951. Dans une période où les tensions entre Français et Algériens sont fortes, nous comprenons mieux, malgré les vicissitudes de la réalisation, le maintien de l'installation tardive du *Monument à Jeanne d'Arc*. En effet, les discours prononcés lors de l'inauguration du monument servent le propos politique, notamment celui du maire d'Alger qui qualifie Jeanne d'Arc « d'incarnation la plus pure des vertus françaises¹⁵ ». L'objectif est clair, il s'agit d'unifier les références visuelles et de rendre l'icône opérationnelle « de Dunkerque à Tamanrasset », selon la formule consacrée.
- 11 Ces trois exemples permettent de comprendre une des raisons principales de la mutilation ou de la destruction de certains monuments publics au moment de l'indépendance de l'Algérie. Tous les critères ne semblent pas remplis pour que les monuments puissent répondre à leur fonction mémorielle. Ils deviennent des outils idéologiques qui servent un discours, et s'il n'est pas colonialiste au sens strict, il peut prendre des accents du colonialisme. Dans cette optique, il n'est pas étonnant que les symboles de la « mère-patrie » soient mutilés. Une campagne iconoclaste est ainsi menée à l'encontre des monuments, car ils cristallisent le pouvoir à abattre. Cette pratique n'est pas nouvelle et rappelle la querelle des images entre iconodules et iconoclastes et les périodes de vandalisme¹⁶.
- 12 Toutefois, ces raisons n'expliquent pas toutes les mutilations ou destructions que les monuments ont encourues. La métropole a également participé à la destruction de son propre patrimoine. Les archives sur l'Algérie conservées au ministère de la Défense sont explicites quant à la position de la France. La destruction est préconisée dans certains cas, notamment lorsque les monuments sont intransportables :

Quant aux monuments ou parties de monuments intransportables, nos Consuls ne pourront que les abandonner, après les avoir fait photographier, à la pioche des démolisseurs rémunérés par les autorités locales¹⁷.

Ou lorsqu'ils sont trop abîmés :

Certains sont en très mauvais état et leur transfert en France ne présente plus d'intérêt. C'est le cas de la statue du Monument aux morts de Jemmapes (bras brisés, ailes fêlées), et du groupe « monument aux zouaves » (gravement détérioré lors de son descellement.) Je vous demande en conséquence, l'autorisation de les faire détruire ou immerger¹⁸.

Ces quelques lignes exposent les raisons purement logistiques (mutilations trop importantes ou monuments trop encombrants) qui empêchent le rapatriement de tous les monuments. L'Armée française rédige une liste à cet effet, quelques jours après l'Indépendance¹⁹. De peur de ne pas disposer de moyens suffisants pour rapatrier l'ensemble des monuments en France, ceux qui ne sont pas réclamés, les plus nombreux, « sont à expédier au service historique de l'armée de Terre²⁰. »
- 13 Toutefois, cette objectivité administrative est à tempérer par deux éléments. Tout d'abord, si l'on considère les monuments aux grands hommes qui ont été rapatriés et leur état de conservation, comme le *Monument à Viviani* et le *Monument à Jeanne d'Arc*, tous les deux largement mutilés, nous voyons que le critère objectif énoncé, le bon état de conservation, n'est pas respecté dans la pratique. Il ne fait aucun doute que

l'importance du discours porté par ces œuvres a déterminé leur rapatriement, alors que le « groupe Monument aux zouaves », par exemple, a pu être détruit²¹.

- 14 Ensuite la presse, quelques années après l'Indépendance, fait part, en plus des questions de transports maritimes, d'autres difficultés. Les pourparlers et les négociations avec l'Algérie ont été très tendus du point de vue politique, économique et social, comme généralement lors du règlement des conflits. Concernant les biens qui sont restés en Algérie, que la France tente toujours de récupérer en 1966, la situation est claire pour le gouvernement algérien, comme le relate le journaliste de *L'Est Républicain* : « Ce qui était bien français est maintenant bien algérien, purement et simplement. Il n'y aurait donc plus de raison de rembourser quiconque²². »

Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, certains monuments sont mutilés, détruits ou rapatriés²³ ; d'autres sont dissimulés. Dans les deux derniers cas, quelles sont les incidences sur leur signification et sur la mémoire véhiculée ?

Détournement des monuments ou réécriture de l'histoire ?

Vers une commémoration universelle

- 15 Les pouvoirs publics ont tenté de garder une certaine cohérence lors de la réinstallation des monuments sur le sol français en essayant de créer un lien avec le nouvel emplacement qui ne paraisse pas incongru, soit par rapport à une célébration historique, soit par le lieu. La statue de Jeanne d'Arc d'Alger est installée à Vaucouleurs dans la Meuse (ville natale de la sainte) lors « du bicentenaire du rattachement de la Lorraine à la France et [du] sixième centenaire du rattachement de la ville de Vaucouleurs à la couronne de France²⁴ ». Suivant cette logique, la statue de Viviani est installée à Bourgneuf dans la Creuse, puisqu'il a été député de la circonscription de 1906 à 1922. Le *Monument aux morts de Philippeville* du sculpteur tourangeau Camille Alaphilippe (1874-1934) est installé dans le cimetière de Toulouse, car la ville rose était jumelée avec Philippeville, aujourd'hui appelée Skikda. La ville de Toulouse a souhaité perpétuer le souvenir et a reconstitué l'ensemble du monument aux morts (fig. 2 et 3). Une plaque donne des explications :

MONUMENT RECONSTITUE PAR LA / VILLE DE TOULOUSE / EN HOMMAGE AUX
ENFANTS DE PHILIPPEVILLE / MORTS POUR LA FRANCE

Fig. 2

Monument aux morts de Philippeville, Camille Alaphilippe, Philippeville

© Collection France Debuissou

Fig. 3

Monument aux morts de Philippeville, Camille Alaphilippe, Toulouse

© Association des Philippevillois

Toutefois, l'installation hors contexte engendre une perte de la force commémorative car le nouveau dispositif de présentation est différent. La structure architecturale en béton du monument toulousain sur laquelle est encastré le relief est beaucoup plus

présente que pour le monument initial, ce qui écrase la composition et en diminue le caractère dramatique.

Par ailleurs, des plaques de marbre portant les cinq cent cinquante et un noms des morts sont installées pour remplacer les plaques d'origine perdues après leur rapatriement. Depuis, plusieurs autres plaques ont été ajoutées pour célébrer plus généralement les soldats d'outre-mer morts pendant les conflits du ^{xx}e siècle. Ainsi, la commémoration est élargie et confère au monument une portée plus universelle.

Une commémoration détournée

- 16 Une autre attitude des pouvoirs publics consiste à construire un nouveau discours et à détourner l'essence du monument lors d'une seconde installation. Dans ces différents exemples de réinstallation, le travail de restauration ou de reconstitution du monument transforme le discours. Ces questions s'inscrivent dans un débat plus large et déontologique que la restauration des monuments historiques ou d'œuvres d'art a déjà abordé : à quel état doit-on revenir pour que le monument garde tout son sens²⁵ ?
- 17 Le cas de la seconde installation de la statue de Jeanne d'Arc, à Vaucouleurs en 1966 (fig. 4), illustre ces questions. Alain Amato, dans l'ouvrage *Monuments en exil*, explique que la sainte n'est pas immédiatement mutilée au moment de la Déclaration d'indépendance de l'Algérie et que les agressions se font progressivement, car elle aurait été initialement vue comme une combattante « d'une certaine forme d'impérialisme²⁶ ». Toutefois, l'image qu'elle renvoie dérange incontestablement. Elle fut ainsi « mouquérisée²⁷ » par un écriteau qui indiquait une autre identité du personnage, remplaçant Jeanne d'Arc par une militante héroïne du FLN, Hassiba bent Bouali, condamnée à mort en 1957. Alain Amato continue à narrer les événements qui ont causé la décapitation de la statue et les autres dommages qu'elle a subis un mois après l'Indépendance. Le général de division, commandant le 23^e corps d'armée en Algérie, fait un constat précis de son état le 22 novembre 1962 : « socle tordu et inutilisable – patte arrière droite du cheval cassée à hauteur du sabot / cuisse arrière gauche du cheval fêlée / manque la tête et le bras droit de Jeanne d'Arc / Jambe droite de Jeanne d'Arc cassée / pointe fourreau épée cassée²⁸. » Dans son discours d'inauguration à Vaucouleurs, le maire passe cependant sous silence les travestissements et les mutilations qui ont été infligés à la statue : « Votre bronze est ici en bonne et juste place. Que cette statue qui fut pour vous le symbole de la liberté nous rassemble aujourd'hui dans la même foi en notre destinée et dans le même esprit d'union nationale²⁹. »

Fig. 4

Monument à Jeanne d'Arc, Georges Halbout du Tanney, Alger. Extrait de *L'Est Républicain*, 9 mai 1966
 © Archives départementales de la Meuse

- 18 Le choix de rapatrier la statue, malgré son état, souligne l'importance de l'image de la sainte, ce dont se fait l'écho la presse locale : « La magnifique statue équestre d'Alger, meurtrie le jour de la fête de l'Indépendance, profanée [...] panse actuellement ses blessures aux fonderies de Sommevoire (Haute-Marne)³⁰. » Plus qu'une restauration, il a même été possible d'en faire, d'après le modèle qui se trouvait encore dans le fonds de l'ancien établissement métallurgique Durenne³¹, une nouvelle édition qui masque les stigmates de l'histoire. Cet acte, qui va à l'encontre des préconisations de destruction de l'État³², est significatif, car il occulte tout un pan de l'histoire et attribue un sens nouveau à la statue, ne retenant que sa valeur iconique. La presse de l'époque est très claire sur les raisons : « Réparer l'outrage et l'ingratitude humaine³³. »
- 19 En ce qui concerne le *Monument à Viviani*, bien que cinquante ans se soient écoulés depuis l'indépendance de l'Algérie, sa reconstitution à Bourgneuf pose aussi question quant à son essence même. En 1963, par l'intermédiaire du député de la Creuse, André Chandernagor, la commune de Bourgneuf récupère la statue décapitée de son ancien député René Viviani. Par un heureux concours de circonstances, la tête perdue est retrouvée et rapportée à Bourgneuf. La statue est alors érigée de façon saisissante, sans sa tête (fig. 5). Ainsi, dans un premier temps, il semble que soient admis par la commune les outrages de l'histoire subis par la statue et, en 2008, celle-ci est inscrite comme telle au titre des Monuments historiques³⁴.

Fig. 5

Monument à Viviani, François Sicard, Bourgneuf

© J.-M. Verdier / ministère de la Culture / mairie de Bourgneuf

- 20 Toutefois, la restauration en 2013 engendre une nouvelle lecture du monument. Toute l'attention est désormais concentrée sur la célébration de celui qui est devenu le héros local. Une nouvelle tête en résine est réalisée pour rendre possible l'identification de la statue par les Bourgouniauds (fig. 6). La presse locale encourage cette lecture, puisque le journal *L'Écho* publie, le 4 août 2014, l'article suivant :

À l'occasion du centième anniversaire du début de la Première Guerre mondiale, un hommage a été rendu samedi à Bourgneuf à un des principaux acteurs creusois, homme politique influent, seul Limousin président du conseil dans l'histoire, René Viviani³⁵.

Fig. 6

Monument à Viviani, François Sicard, Bourgneuf

© Collection France Debuissou

Pour le centenaire de la guerre, on comprend bien que cet apôtre de la paix soit célébré. Toutefois, lors de cette commémoration omettant son pays natal, l'Algérie, au profit d'une circonscription conquise par ambitions politiques, c'est Viviani le Limousin qui est célébré. Ainsi, le monument, qui reprend les codes traditionnels de la statuaire publique avec les inscriptions suivantes sur le piédestal, souligne son activité politique en France uniquement :

RENE VIVIANI (1863-1925) / PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES (1914-1915) / SEPT FOIS MINISTRE ENTRE 1906 ET 1917 (PREMIER TITULAIRE DU MINISTERE DU TRAVAIL EN 1906) / DEPUTE DE LA CREUSE, CIRCONSCRIPTION DE BOURGANEUF (1910-1922) / CONSEILLER GENERAL DE PONTARION (1912-1925) / SENATEUR DE LA CREUSE (1922-1925)

Une simple allusion est faite à la guerre d'Algérie. Une notice explicative ainsi que la tête initiale restaurée mais portant les traces de balles sont installées à proximité de la statue. Ces éléments ont été uniquement visibles le jour de l'inauguration, la tête a été ensuite entreposée à l'intérieur de la mairie. Aucun de ces faits n'est donc inscrit à la postérité.

Une commémoration recréée

- 21 Le cas atypique du *Monument aux morts d'Alger* et de son camouflage sous une chape de béton soulève des questions sur le discours postcolonial (fig. 7). Ce n'est que seize ans après l'Indépendance que le monument est recouvert de béton. Pourquoi un tel acte, et pourquoi si tardivement ? Quelques pistes d'ordre iconographique peuvent être esquissées.

Fig. 7

Mémorial de la Libération de l'Algérie, M'hamed Issiakhem, 1978, Alger

© Association de soutien à l'armée française

- 22 Le discours fraternel évoqué par des figures représentant les deux territoires se retrouve aussi bien dans les sculptures de Landowski que dans celles de Bigonet. Celles-ci permettent aussi de constater une évolution par rapport à la vision orientaliste. Ce changement notable a été favorisé par la villa Abd el Tif, qui permettait aux artistes de voyager en Afrique et de porter un nouveau regard sur l'orientalisme. D'une vision rêvée et idéalisée, nous passons à une étude plus réaliste qui se rapproche du reportage. Au milieu du XIX^e siècle, Charles Cordier³⁶ avait déjà fait évoluer la sculpture orientaliste. Il a inauguré une sculpture dite ethnographique en faisant une étude des différents types humains, notamment lors de son voyage en Algérie en 1856, pour la galerie d'anthropologie du Museum d'histoire naturelle. D'après Henri Bouchard, Bigonet, pensionnaire à la villa, réalise pour les reliefs du monument des figures d'après des modèles pris dans la population algérienne. Il les agence selon « une suite d'épisodes qui se déroulent : le départ, le chargement des animaux de bât par les spahis, et celui des pièces sur les mulets par un groupe de mitrailleurs, la vie et la mort dans les tranchés, le retour des tirailleurs algériens avec drapeau, clique et nouba, l'accueil par la population algéroise³⁷ ». Le peuple algérien pouvait ainsi se reconnaître à travers ce monument qui assurait sa fonction initiale, ce qui expliquerait qu'il ait été épargné. Toutefois, l'acte de camoufler la sculpture originale témoigne de la volonté d'effacer toute trace de fraternité entre la France et l'Algérie imposée par la Grande Guerre. En 1978, le sculpteur algérien M'hamed Issiakhem réalise un coffrage du monument et exécute deux mains se libérant de leur chaîne. Le fait que l'on ait conservé le monument initial muré puis enfoui n'est ni banal ni anodin. Le discours et les symboles

sont très clairs. Nous pouvons parler de réécriture du sens de ce monument. Il transforme ainsi le *Monument aux morts de la guerre de 1914-1918* en *Mémorial de la Libération de l'Algérie*, avec d'un côté un symbole de la libération et de l'autre un relief illustrant la réforme agraire, symbole de la prise en main de l'avenir des Algériens par eux-mêmes.

- 23 À travers ces exemples, quelques conclusions peuvent être esquissées : après l'indépendance de l'Algérie, le destin des monuments est varié, ils sont réinstallés, détruits ou dissimulés. En revanche, un point commun les unit : la transformation du discours qu'ils véhiculent et la réécriture de l'histoire d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée. Ces différentes actions confirment une fonction autre que mémorielle de ces monuments. Le monument devient la matérialisation d'une vision de l'histoire ainsi qu'un outil idéologique. Et dans chacun des cas, la dimension territoriale joue un rôle important dans la signification que les monuments peuvent prendre. Il est évident que pour approfondir ces premières constatations, il faudrait élargir l'étude à d'autres pays qui ont recouvré leur indépendance pour confronter le devenir des monuments et l'impact que cela peut avoir sur leur signification.

NOTES

1. Voir les articles de Maurice Agulhon, « Imagerie civique et décor urbain dans la France du XIX^e siècle », *Ethnologie française*, t. 1, 1975, pp. 33-56 et « La "statuomanie" et l'histoire », *Ethnologie française*, t. 2-3, 1978, pp. 145-172. D'autres études plus ponctuelles sont menées par certains de ses élèves : en 1979, Jacques Lanfranchi consacre sa thèse aux *Statues de Paris. Les statues de grands hommes élevées à Paris des lendemains de la Révolution à 1940* (thèse de 3^e cycle, université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 1979) et Chantal Martinet traite des *Statues et monuments commémoratifs en Seine-et-Marne (1852-1914)* (thèse de 3^e cycle, université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 1979).
2. Georgia Kourtessi-Philippakis, *Archéologie du territoire, de l'Égée au Sahara*, Paris, Éditions de la Sorbonne, coll. « Cahiers archéologiques de Paris 1 », 2011, p. 8.
3. Guy Di Méo cité dans Alexandre Moine, « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie », *L'Espace géographique*, 2006/2, t. 35, p. 118, <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2006-2-page-115.htm>.
4. Voir à ce sujet les travaux menés par Ségolène Le Men, en particulier l'article « La statuaire publique en images : une pédagogie civique par le manuel scolaire et par la carte postale », dans S. Le Men et Aline Magnien (dir.), avec la participation de Sophie Schvalberg, *La statuaire publique au XIX^e siècle*, Paris, Centre des monuments nationaux/Monum et Éditions du Patrimoine, 2004, pp. 32-55.
5. *Journal Landowski*, 8 novembre 1926, <http://journal.paul-landowski.com/node/363>
6. *Journal Landowski*, 16 novembre 1926, <http://journal.paul-landowski.com/node/363>
7. S. n., « Le Monument aux morts de la ville d'Alger », *L'Illustration*, 24 novembre 1928, dossier Landowski au musée des Années 30, Boulogne-Billancourt.
8. Caricaturiste, né à Toulouse en 1869, il étudie à l'École des beaux-arts de Paris. Il devient en 1889 directeur de l'École des beaux-arts d'Oran. Il poursuit la caricature à travers quelques titres et même ceux virulents envers la France.

9. Le Sphinx, « Griffailles », *La Griffe, Journal de critique politique et satirique*, n° 15, 14 avril 1921, p. 2.
10. Fabienne Fischer, « Les Alsaciens et les Lorrains en Algérie avant 1871 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. 84, n° 317, 4^e trimestre 1997, pp. 57-70.
11. Henri Pastre, « La Grande semaine du Centenaire », *L'Africain*, 9 mai 1930, p. 2.
12. Jacques-Louis Dumesnil, *Éloge de Viviani. Discours prononcé au nom du gouvernement de la République, Alger, le 4 mai 1930, à l'inauguration du mouvement élevé à la mémoire de René Viviani*, s. l., s. n., s. d.
13. Par exemple, à Lagny, on peut lire JEANNE D'ARC / APRES SA VICTOIRE, DANS LES PLAINES DE VAIRES / - EN MAI 1430 - / RAPPORTE A LAGNY L'EPEE / DE FRANQUET D'ARRAS / QU'ELLE A FAIT PRISONNIER (Armand Roblot, 1923).
14. Une plaque avec la même inscription se trouve aujourd'hui à l'avant du piédestal.
15. « Inauguration du monument à Jeanne d'Arc à Alger », *Les actualités françaises*, archives INA, 10 mai 1951.
16. Voir à ce sujet Dario Gamboni, *Destruction of Art: iconoclasm and vandalism since the French Revolution*, Londres, Reaktion books, 1997.
17. Lettre du 4 juin 1963 rédigée par l'ambassadeur d'Algérie au secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes, service historique de la Défense, fonds Décolonisation – Algérie, sous-série 1H, cote 1H2177 (dossier 3).
18. Décision du 11 juin 1963 du général Bruch, directeur de cabinet, Service historique de la Défense, fonds Décolonisation – Algérie, sous-série 1H, cote 1H2177 (dossier 3).
19. « Liste des principaux monuments commémoratifs ou statues érigées en Algérie se rapportant à l'action de la France depuis 1830 (à l'exception des monuments aux morts des guerres de 1914-1918 et 1939-1945) », service historique de la Défense, fonds Décolonisation – Algérie, sous-série 1H, cote 1H2177 (dossier 3). Une note du 17 décembre 1962 du service du général de corps d'armée de Brebisson, commandant supérieur des forces armées françaises en Algérie, expose les modalités de rapatriement en métropole. D'autres documents font état des étapes. Sont rapatriés en priorité les monuments réclamés par des collectivités territoriales ou des particuliers. Les frais de transport sont à la charge de l'armée jusqu'au port de débarquement, ensuite c'est le demandeur qui prend le relais. Une lettre du 25 juin 1963 du général Rouyet, chef de Cabinet, P/O le ministre des Armées autorise les armées à intervenir et aider dans le rapatriement des monuments aux morts.
20. Décision du 9 avril 1963, du général Rouyer, commandant de la 2^e division, service historique de la Défense, fonds Décolonisation – Algérie, sous-série 1H, cote 1H2177 (dossier 3).
21. Il s'agirait du *Monument au 3^e régiment de zouaves* à Philippeville, par Jean-Baptiste Belloc. Décision du 11 juin 1963 du général Bruch, directeur de cabinet, en référence à la lettre n° 3139/2^e div./3.INS du 29 juin 1963, service historique de la Défense, fonds Décolonisation – Algérie, sous-série 1H, cote 1H2177 (dossier 3).
22. « En même temps qu'étaient nationalisées les mines, Alger aurait demandé à Paris d'effacer ses dettes », *L'Est Républicain*, 9 mai 1966, p. 11, Archives départementales de la Meuse, dossier A4 [commune de] Vaucouleurs.
23. Voir à ce sujet Alain Amato, *Monuments en exil*, Paris, Éditions de l'Atlanthrope, 1979.
24. S. n., « Vaucouleurs accueillera bientôt la statue algéroise de Jeanne d'Arc », *Républicain Lorrain*, 11 juillet 1965, Archives départementales de la Meuse, dossier A4 [commune de] Vaucouleurs.
25. Je vous renvoie au célèbre texte de Cesare Brandi, *Théorie de la restauration*, s. l., Éditions du patrimoine/Monum, s. d. et à la Charte de Venise en 1964.
26. Alain Amato, *Monuments en exil*, Paris, Éditions de l'Atlanthrope, 1979, p. 220.
27. *Idem, Ibidem.*

28. Lettre du 22 novembre 1962, du général de division Le Masson, commandant le 23^e corps d'armée au général de division, commandant supérieur des forces armées françaises en Algérie, service historique de la Défense, fonds Décolonisation – Algérie, sous-série 1H, cote 1H2177 (dossier 3).
29. Charles Henry, « Vaucouleurs. Une fastueuse célébration de Jeanne d'Arc à l'occasion de l'inauguration de la statue ramenée d'Alger », *L'Est Républicain*, p. 11, Archives départementales de la Meuse, dossier A4 [commune de] Vaucouleurs.
30. S. n., « Vaucouleurs accueillera bientôt la statue algéroise de Jeanne d'Arc », *Républicain Lorrain*, 11 juillet 1965, Archives départementales de la Meuse, dossier A4 [commune de] Vaucouleurs.
31. Le président du syndicat d'initiative de Vaucouleurs demande quelle fonderie a effectué la fonte initiale pour effectuer une nouvelle fonte. Voir la lettre du 12 janvier 1963 du service du général de corps d'armée de Brebisson, commandant supérieur des forces armées françaises en Algérie, service historique de la Défense, fonds Décolonisation – Algérie, sous-série 1H, cote 1H2177 (dossier 3).
32. Voir la note 19.
33. S. n., « Vaucouleurs accueillera bientôt la statue algéroise de Jeanne d'Arc », *Républicain Lorrain*, 11 juillet 1965, Archives départementales de la Meuse, dossier A4 [commune de] Vaucouleurs.
34. Voir la fiche sur la base de données Palissy ministère de la Culture – Direction de l'architecture et du patrimoine, http://www2.culture.gouv.fr/public/mistral/palsri_fr?ACTION=CHERCHER&FIELD_1=REF&VALUE_1=PM23001012
35. Voir <http://l-echo.info/article/26018/rene-viviani-retrouve-sa-place> [7 mars 2018].
36. Voir cat. d'ex., *Charles Cordier, l'autre et l'ailleurs*, Laure de Margerie, Edouard Papet, Christine Barthe, Maria Vigli (dir.), Paris, musée d'Orsay, 2 février-2 mai 2004, Paris, Éditions de la Martinière, 2004.
37. Henri Bouchard, *Charles Bigonet – sculpteur orientaliste*, Paris, Albert Lévy, 1933, page non précisée, dossier BIGONET, documentation du musée des Années 30, Boulogne-Billancourt.

RÉSUMÉS

Étudier l'installation de monuments publics pendant la colonisation française et leur devenir après l'indépendance de l'Algérie incite à s'interroger, premièrement, sur le sens de la commémoration au sein d'un territoire. En effet, au regard de la définition donnée par les géographes du terme territoire, le monument est une sorte de projection matérielle du territoire incarnant son essence : identitaire, sociale et économique. Territoire et monument sont donc indissociables. Dans un premier temps, nous étudierons les monuments installés en Algérie pendant la colonisation et nous interrogerons sur la mémoire qu'ils véhiculent. Quelle est la signification pour les Algériens de l'installation de monuments commémorant des grands hommes relatant l'histoire de France ? Face à un destin aussi divers que la destruction, la dissimulation ou le « rapatriement » de l'Algérie vers la France, quels événements ces monuments commémorent-ils aujourd'hui ? Une seconde installation en France métropolitaine offre-t-elle une seconde vie ou est-elle une réécriture de l'Histoire ?

Studying the installation of public monuments during French colonisation and their evolution after the independence of Algeria makes one question, to start with, the meaning of the commemoration within a territory. With regard to the definition given by geographers of the term territory, the monument is a sort of material projection of the territory incarnating its essence: identity, social and economic. Territory and monument are thus inseparable. First, we will study the monuments installed in Algeria during colonisation and we will examine the memory that they convey. What is significance for Algerians of the installation of monuments commemorating the great men of the history of France? Faced with a destiny as diverse as destruction, concealment or “repatriation” from Algeria to France, what events do these monuments commemorate now? Does a second installation in metropolitan France offer a second life or is it a rewriting of history?

INDEX

Keywords : Monuments, colonisation, decolonisation, Algeria, repatriation, destruction, memory, territory

Mots-clés : Monuments, colonisation, décolonisation, Algérie, rapatriement, destruction, mémoire, territoire

AUTEUR

CLAIRE GARCIA

Gestionnaire des enseignements et des programmes des deuxième et troisième cycles à l'École du Louvre, Claire Garcia poursuit des recherches sur la statuaire publique dans la continuité de son doctorat, qui portait déjà sur la statuaire publique en France pendant l'entre-deux-guerres, à travers un projet de recherche « La monumentalité en cartes postales » réalisé au sein du Labex de Paris Nanterre, « Les passés dans le présent », en partenariat avec l'École du Louvre et le musée d'Orsay. Elle approfondit cette thématique selon trois axes principaux comme chercheur associé de l'Équipe de recherche de l'École du Louvre : la question de la dialectique entre modernité et statuaire publique ; le rapport entre statuaire publique, mémoire et territoire ; la question de la diffusion des modèles et de leur appropriation. Claire Garcia est parallèlement chargée de cours dans les universités de Poitiers et de Limoges.

Claire Garcia, who manages postgraduate programmes at the École du Louvre, is carrying out research on public statuary following on from her doctorate, which was about public statuary in France during the interwar period, through the research project “La monumentalité en cartes postales” at the Labex de Paris Nanterre and “Les passés dans le présent” in partnership with the École du Louvre and the Musée d'Orsay. She goes more deeply into this theme according to three main areas as associate researcher of the École du Louvre research team: the question of the dialectic between modernity and public statuary; the relationship between public statuary, memory and territory; the question of the dissemination of models and of their appropriation. Garcia also lectures at the Université de Poitiers and the Université de Limoges.